

l'État car on prépare le terrain à une nouvelle poussée d'inflation. Encore une fois, c'est là un aspect qui est souligné par le Conseil économique dans son récent rapport intitulé «La tenue et le potentiel de l'économie».

La politique monétaire (de même que la politique fiscale à laquelle elle est étroitement reliée) devrait évoluer de façon telle qu'elle évite les grandes fluctuations dans la croissance de l'offre de la monnaie. Étant donné les retards importants entre les changements dans la politique et leurs effets sur l'économie, ... nous croyons indispensable à la création d'un climat de croissance stable que, à *plus long terme*, l'augmentation de l'offre de monnaie soit relativement comparable au taux de croissance du potentiel de production et que les fluctuations de l'offre autour de ce taux soient moins considérables que dans le passé.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Mahoney: Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) s'est opposé en particulier aux dispositions budgétaires destinées à encourager le crédit en vue de placements de capitaux. D'après lui, ces dispositions n'auraient qu'un effet très lent sur les investissements de capitaux vu le temps requis pour faire les dépenses. Déjà les projets d'investissements révèlent qu'une foule de programmes, dans le secteur des grandes entreprises, sont déjà prêts à être lancés, qu'on attend tout simplement que les conditions soient jugées propices pour le faire. Ces programmes ont été retardés en 1970 à cause des conditions du marché et de la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt. Une plus forte déduction d'amortissement sur les immobilisations agira de la même façon qu'une diminution des frais d'emprunt et on s'attend à une réaction immédiate.

L'opposition officielle et les néo-démocrates nous ont opposé presque la même attitude. Leurs chefs sont impatients de dépenser plus d'argent, de percevoir moins d'impôts, de prévoir de meilleurs stimulants, des programmes sociaux plus considérables, de plus fortes dépenses pour des travaux publics, des programmes d'assistance plus étendus, tout cela moyennant des revenus inférieurs et, bien entendu, sans emprunts importants afin de ne pas exercer de pressions inflationnistes sur les marchés de capitaux. Ce jeu de saute-mouton, cette façon de soudoyer les contribuables avec leur propre argent caractérise beaucoup plus l'époque du gouvernement minoritaire et incertain où l'opposition a un avant-goût du pouvoir. Nous nous trouvons peut-être aujourd'hui devant le phénomène d'une opposition minoritaire—un parti néo-démocrate mal assuré formant l'opposition officielle et qui goûte au pouvoir espérant transformer une mauvaise opposition en opposition officielle.

• (9.20 p.m.)

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, en préparant mes notes en vue du débat d'aujourd'hui, j'ai fait un effort particulier pour éviter les points de nature à blesser la susceptibilité du gouvernement. Je l'ai fait par compassion. Je ne veux vraiment pas embarrasser le gouvernement ni aucune des marionnettes du premier ministre (M. Trudeau). Chaque jour qui passe doit certes lui apporter assez d'embarras, si l'on songe que chaque jour s'accroît le nombre des problèmes et diminue la liste des solutions.

A l'heure actuelle, le Canada est accablé d'un grand nombre de malaises d'ordre administratif. Voici les plus

préjudiciables de tous à son progrès. D'abord, un gouvernement libéral et un syndrome libéral de laxisme, de mépris de la loi, de corruption et de gaspillage administratifs, et même de mépris du Parlement. Le dernier exemple que le gouvernement en a donné, ce sont ses agissements pour dénigrer et rendre moins efficace le service de l'auditeur général.

Deuxièmement, la dette nationale est trop considérable pour que les contribuables puissent en assumer le service, dont le coût à lui seul atteint 1,704 millions de dollars par année, chiffre que j'ai obtenu ce soir et que je crois exact.

Troisièmement, nous avons une fonction publique trop nombreuse, improductive et, à certains égards, empirique, dont le coût est hors de proportion avec les besoins du pays. Quatrièmement, nous avons un budget annuel extravagant et prodigue, qui s'établit actuellement à 14 milliards de dollars et dont les ressources sont puisées inexorablement dans les goussets d'une classe moyenne dont le nombre décroît sans cesse, et par la même occasion, ces contribuables sont privés de prestations et d'allocations familiales.

On ne peut, toutefois, rien dire sur la façon dont est dirigé ce pays sans causer de graves embarras à cette armée d'experts qui occupent les banquettes ministérielles. Ce sont sûrement des experts, car le gouvernement, qui se compose principalement d'anciens fonctionnaires, peut produire plus de Livres blancs sur plus de sujets que tout autre gouvernement dans l'histoire de notre pays. Mais, apparemment, le genre d'experts au service du premier ministre ne correspond pas aux problèmes qu'il importe de résoudre. De ce côté-ci de la Chambre—de fait, des millions de Canadiens d'un océan à l'autre,—nous serions heureux de nous débarrasser de toute cette compétence douteuse des vis-à-vis au profit d'un peu de bon sens.

Le budget déposé la semaine dernière par le gouvernement est un bon exemple, monsieur l'Orateur. Notre jovial ministre des Finances a déclaré que ce budget proposait des solutions pour toute une gamme de problèmes graves, bien que personne ne nous ait précisé jusqu'ici de quels problèmes il s'agit au juste. La semaine dernière, le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) a déclaré que le ministre des Finances était le «Charlie McCarthy» des banques à charte. Je désapprouve ce rapprochement, bien que je sois d'accord avec le sens de la déclaration du député. Charlie McCarthy était réellement doué. Il était capable de duper tout son monde à tout moment et, par-dessus le marché, de combler ses dupes de ravissement. Notre ministre des Finances ne saurait à aucun moment duper qui que ce soit, dorénavant moins que jamais, et ses actes ne sauraient assurément ravir qui que ce soit. Beaucoup de gens considèrent qu'il ne s'agit pas là d'un budget. En fait, un député libéral, qui a pris la parole aujourd'hui, l'a qualifié simplement de compte rendu financier.

Peu importe ce à quoi le gouvernement actuel s'attaque, le résultat est toujours le même: un autre flot de malaise. La crainte se répand dans le pays que ces flots ne finissent par créer un chaos général. Cependant, le Canada a du ressort, les Canadiens aussi, et je suis fermement convaincu que les prochaines élections générales feront disparaître cette menace qui pèse sur notre économie et notre mode de vie.